

# La jeunesse prolétarienne a montré la voie d'une lutte générale pour la défense intransigeante du salaire

**Prolétaires, camarades,**

Le CIP, contre lequel par centaines de milliers les jeunes se sont levés dans tout le pays, ne constitue, hélas, qu'une étape dans les attaques ininterrompues que mène le capital, contre la jeunesse ouvrière et par là même contre l'ensemble de la classe exploitée, depuis 15 ans.

Ces attaques, destinées à faire baisser le coût du travail et à renforcer la concurrence entre travailleurs sur le marché du travail, sont une nécessité impérieuse pour la bourgeoisie, confrontée depuis vingt ans à une succession de crises cycliques de plus en plus graves. Pour y faire face, ses représentants dans l'Etat, qu'ils soient de gauche ou de droite, font payer aux ouvriers le prix de la survie d'un mode de production qui exige toujours plus de sueur et d'exploitation.

Les tartuffes de la gauche bourgeoise (PS, P"C"F, UNEF-ID, SOS RACISME) qui poussent des cris de vierges effarouchées contre le projet d'Edouard, oublient un peu vite que, pendant les quelque dix ans de leur gouvernement quasi ininterrompu, ils ont été les vecteurs des pires assauts que le prolétariat et sa jeunesse aient subi depuis l'Après-guerre.

Qui a créé les Contrats de qualification, d'adaptation, les TUC, les SIVP, les CES, sinon la gauche bourgeoise aux commandes de l'Etat ?

**Des stages BARRE au CIP BALLADUR en passant  
par les TUC, SIVP, CES MITTERRAND :  
15 ans de guerre économique ouverte contre la jeunesse ouvrière**

L'ensemble de ces dispositifs destinés, prétendument, à "lutter contre le chômage" (par delà leur disparité) n'avaient et n'ont qu'un seul objectif :

offrir au patron, sous le prétexte de formation complémentaire, une main d'œuvre payée, la plupart du temps, largement au-dessous du SMIC et exonérée de charges sociales patronales. Voilà pourquoi, le CNPF, le parti des patrons, a lâché Ballardur et a déclaré "n'avoir pas besoin du CIP" : la totalité des statuts du même type étant déjà présents sur le marché de l'exploitation.

Un exemple entre mille : le groupe d'assurance AXA a, cette année, recruté 250 commerciaux de niveau BAC à BAC+5 en Contrat de qualification et d'apprentissage à des rémunérations oscillant entre 30 et 95% du SMIC.

Cette politique n'a, bien sûr, pas empêché le chômage de croître démesurément.

Des premiers stages BARRE en 1977 au CIP BALLADUR en 1994, on est passé de 1.017.000 à 3.185.000 chômeurs aujourd'hui, sans compter le million de jeunes parqués dans les stages, les 600.000 RMistes et les centaines de milliers d'hommes et de femmes à la dérive, baptisés par la bourgeoisie et ses médias du répugnant euphémisme de SDF.

Sans compter aussi... les millions de jeunes entassés comme du bétail dans les collèges, les LEP, les Facs, attendant, pour la plupart, de rejoindre la cohorte des stagiaires à

durée indéterminée et des chômeurs à part entière. Scolarisation bidon qui augmente d'année en année - 1983 : 32,2% des 16-25 ans ; 1993: 45,8% - afin de masquer l'effrayante diminution des "véritables" emplois ; et ce alors même que l'on enregistre une diminution drastique des sorties de l'enseignement sans qualification (1980: 832.000, 1990: 770.000).

En 1983: 44,3% des 16-25 ans avaient un "véritable" emploi ; en 1993: 29,8% de la même tranche d'âge avec en prime le développement croissant d'une proportion d'emplois en intérim et en CDD (13% du total).

## Par delà la lutte pour le retrait du CIP lancer un combat généralisé pour la défense du salaire ouvrier et le refus des licenciements

La suspension du CIP n'est qu'une pause  
avant le déclenchement de nouvelles offensives patronales.

Le capital, pour faire face à la diminution brutale durant les crises de son taux de profit moyen, impulse tour à tour :

- \* l'augmentation de la productivité du travail humain par l'accroissement des cadences,
- \* le remplacement relatif des ouvriers par des machines (moins fréquent pendant les crises pour cause de chute des investissements),
- \* la diminution du coût du travail avec le recul simultané du salaire nominal et réel et du salaire indirect (Sécu, Assedic...).

La nature universelle de ces attaques se manifeste par le fait que la progression du salaire ouvrier ralentit nettement depuis 1983 : dans les années '70 son taux d'augmentation moyen était, en France, de 4,3% alors que dans les années '80 il n'était que de 1,1%.

Toutes les couches du prolétariat, de nationalité française ou étrangère, indépendamment de l'âge, du sexe ou de niveau de qualification, sont ainsi frappées, ce qui fournit amplement la base objective d'une riposte unitaire et généralisée.

Les ouvriers d'AIR FRANCE, en Octobre dernier, ont, eux-aussi comme les jeunes prolétaires qui aujourd'hui se battent vaillamment contre les bandes armées du capital et les "services d'ordre" syndicaux et staliniens, montré la voie.

La lutte générale devra avoir pour centre les USINES, le cœur du mode de production capitaliste, et inscrire sur son drapeau :

la défense sans concessions du salaire  
un salaire décent pour les sans-emploi  
le refus des licenciements  
la libération des camarades incarcérés  
le retour des expulsés.

**MOUVEMENT COMMUNISTE**